[NE MWANDA NSEMI](https://afrique.lalibre.be/3252/rdc-qui-est-ne-mwanda-nsemi-evade-mercredi-de-makala/%22%20%5Co%20%22RDC%20%3A%20Qui%20est%20Ne%20Mwanda%20Nsemi%20%C3%A9vad%C3%A9%20mercredi%20de%20Makala)

[**Le Gourou Central-Kongolais qui surfe sur le sécessionnisme**](https://afrique.lalibre.be/3252/rdc-qui-est-ne-mwanda-nsemi-evade-mercredi-de-makala/)

Sous la plume de Marie-France Cros, nos confrères du quotidien bruxellois La Libre Belgique ont mis en ligne mercredi 17 mai dernier un portrait de Ne Mwanda Nsemi qui ne manque pas d’intérêt pour le lecteur. Pour comprendre le phénomène Bundu Dia Kongo, dans lequel se reconnaissent plus d’originaires de la province du Kongo Central qu’on ne l’imagine, il faut replonger dans l’histoire de la colonisation de la RD Congo. Longtemps, ce furent les Bakongo, bien avant les Katangais, qui firent trembler les partisans de l’unité du Congo. C’est de leurs rangs que surgira la plus grande menace contre l’ordre colonial, le prophète Simon Kimbangu qui, dans un syncrétisme inspiré du christianisme, prêcha un réveil spirituel et politique et rappela à ses frères la grandeur passée du royaume Kongo qui, au XVIème siècle, échangeait des ambassadeurs avec le Portugal  et y envoyait étudier ses princes. C’est la colonisation qui écartelé les Bakongo entre le Congo belge, le Congo français et l’Angola. Dans ces deux derniers pays, ils font preuve d’un irrédentisme qui fait régulièrement trembler l’Etat central; aujourd’hui encore, le pasteur Ntoumi, que certains présentent comme un proche parent de Ne Mwanda Nsemi, donne du fil à retordre à Brazzaville.

Le particularisme kongo s’est également exprimé dans ce que l’auteur appelle « une veine politico-mystique », qu’ont également choisie, dans les années 90, le « roi Mizele Nsemi Bernard », qui lança plusieurs attaques contre le pouvoir de Kinshasa sous Mobutu et Kabila père, et, aujourd’hui, Ne Mwanda Nsemi. Tous deux revendiquent l’indépendance des provinces qui faisaient, en gros, partie de l’ancien royaume Kongo (Kongo–central, Kinshasa et l’ex-Bandundu, divisé, depuis 2015, en Kwango, Kwilu et Maï-Ndombe).

Persuadés, comme nombre de Bakongo, d’être « plus civilisés » que les autres Congolais en raison de leur contact plus ancien avec les Européens, les dirigeants de la secte de Ne Mwanda Nsemi, Bundu dia Kongo, affirment que le sous-développement de leur région est dû au fait qu’ils sont dirigés par des « non-originaires » de leurs provinces depuis l’arrivée au pouvoir de Mobutu, en 1965; un phénomène de rejet des « non-originaires » qui touche souvent à la xénophobie. Ici, on est subtilement partisan d’une « confédération ou rien ». Des idées partagées par une population kongo beaucoup plus large que ce que représentent les fidèles de Ne Mwanda Nsemi mais qui, « plus palabreuse que bagarreuse », récuse la violence utilisée par la secte.

Ne Mwanda Nsemi et son BDK ont versé dans la violence lorsque, en janvier 2007, l’élu de Kinshasa en 2011, 5 ans après les scrutins de 2006, s’est estimé victime d’une « magouille » électorale, qui l’aurait privé du poste de vice-gouverneur de la province du Kongo-central (alors appelée Bas-Congo). Ses militants avaient déclenché des troubles dans plusieurs localités ; des affrontements entre la secte et les militants fera une centaine de morts selon l’Onu dénoncera un usage « excessif » de la force et l’Union européenne demandera l’ouverture d’un dialogue entre l’Etat et la secte. Kinshasa préfère interdire le Gourou, l’appelant à choisir entre la politique et la religion, malgré les protestations des députés nationaux du Bas-Congo. En 2008, 9 militants BDK sont condamnés à mort et 9 autres à 20 ans de prison.

En 2009, le parti Bundu dia Mayala est créé pour prendre le relai de Bundu dia Kongo – et interdit en mai 2011. En novembre 2011, Ne Mwanda Nsemi est à nouveau élu député national, avec Papy Matenzolo, sur la liste du parti Congo Pax. Matenzolo acceptera cependant, en décembre dernier, de devenir vice-ministre des Infrastructures dans l’éphémère gouvernement Badibanga (il a été repris dans le gouvernement Tshibala au même poste), ce qui amènera des heurts internes à la secte au Kongo-central début 2017. Ces heurts, qui ont fait au moins 8 morts, vaudront un mandat d’arrêt à Ne Mwanda Nsemi qui, après s’être brièvement rapproché du président Joseph Kabila, avait retourné sa veste et appelé, sur internet, à le « sortir de ce pays ». Les tentatives pour l’arrêter ont entraîné des affrontements armés en plein Kinshasa en février et ce n’est que le 3 mars qu’elles avaient abouti.

**J.N.**